

En Écosse, la chute sans gloire de Humza Yousaf

Arnaud de la Grange
Correspondant à Londres

La démission annoncée du premier ministre est un nouveau coup dur pour le camp indépendantiste.

Les mauvais temps ne faiblissent pas au-dessus du camp indépendantiste. À la peine depuis la chute de la charismatique Nicola Sturgeon l'année dernière, il est de nouveau dans la tourmente avec la démission annoncée du premier ministre Humza Yousaf. Une décision qui fait suite à l'explosion de la coalition gouvernementale entre le SNP (Scottish National Party) et les écologistes.

Depuis Bute House, la résidence du premier ministre à Edimbourg, Humza Yousaf a annoncé lundi son intention de démissionner. « Je ne suis pas prêt à troquer mes valeurs et mes principes, ni à conclure des accords avec n'importe qui, simplement pour conserver le pouvoir », a-t-il déclaré, estimant que dépasser les divisions actuelles ne pourrait se faire « qu'avec quelqu'un d'autre à la tête du parti ». L'annonce intervient à la veille de deux votes de confiance. Celui qui était arrivé au pouvoir il y a seulement un an avait fait ses comptes et estimé qu'il avait peu de chances de sauver sa tête face aux oppositions ligüées, qu'il s'agisse des travaillistes ou des conservateurs.

Pour nombre de commentateurs, cet homme de 39 ans a signé lui-même sa mort politique. La semaine dernière, il a déchiré l'accord de coalition qui liait son parti aux Verts écossais. Ces derniers étaient furieux de l'abandon d'un engagement clé pour le climat. Ils étaient aussi en désaccord sur une récente décision du gouvernement de suspendre la prescription de bloqueurs de puberté aux jeunes transgenres. Yousaf voulait timidement recentrer le parti. Mais le SNP ne dispose que de 63 sièges à Holyrood, soit un peu moins que les 65 nécessaires pour obtenir la majorité. Mettre fin à cette coalition était « la bonne décision pour le pays »



ANDREW HILL/ANPOOL VIA REUTERS

a réaffirmé lundi le premier ministre, tout en reconnaissant avoir « clairement sous-estimé le niveau de peine et de colère » ainsi engendré. Pour le *Telegraph*, Yousaf a péché par orgueil et a fait une « étonnante erreur de calcul politique ».

Période de turbulences

La chute de Yousaf est une épreuve de plus pour le SNP qui gouverne à Holyrood depuis dix-sept ans et accumule les déboires depuis que la « Reine d'Écosse » a été déçue. C'est ainsi que l'on surnommait Nicola Sturgeon, qui a démissionné à la surprise générale en février 2023. Après plus de huit ans au pouvoir, elle avait expliqué ne plus avoir « l'énergie nécessaire ». Mais on la soupçonne de s'être effacée en raison de l'enquête de police qui allait la rattraper. En juin dernier, Sturgeon a été placée en garde à vue, tout comme son époux, ancien cadre du parti, dans une enquête sur les finances du SNP. Peter Murrell a été inculpé il y a dix jours.

Depuis, Humza Yousaf s'échinait à chercher un nouveau souffle pour le camp indépendantiste. Dans un entretien au *Figaro* le mois dernier, cet ancien proche de Sturgeon assurait que la cause ne faiblissait pas, alimentée notamment par « l'impact négatif de plus en plus fort du Brexit ». Pourtant, une série de sondages ont montré que le « oui » à l'indépendance était retombé en dessous des 50 %, après avoir franchi cette barre. Comme si le « moment » de l'indépendance était passé. Yousaf avait rompu avec la stratégie de Sturgeon, qui voulait faire des prochaines élections un référendum « de facto ». Les indépendantistes sont dans l'impasse, en raison du refus du gouvernement conservateur d'autoriser une nouvelle consultation, décision confortée par la Cour suprême en novembre 2022.

Entre focalisation sur l'indépendance et douteux combats « sociétaux », le SNP, positionné à gauche, n'a pas réussi à convaincre qu'il s'attaquait aux grandes préoccupations des gens

comme la crise du coût de la vie. Le Parti travailliste s'est engouffré dans la brèche et est aujourd'hui la principale menace électorale pour les indépendantistes. Après avoir été balayé par le SNP, le Labour pourrait retrouver des couleurs en Écosse. Ces derniers mois, des sondages ont montré qu'il pourrait ravir jusqu'à 23 sièges au SNP (sur 43).

Le Parlement a désormais 28 jours pour désigner un nouveau premier ministre. Le SNP doit trouver un leader capable de convaincre de nouveaux alliés ou de diriger un gouvernement minoritaire. On évoque l'ancienne ministre des Finances Kate Forbes, plus conservatrice, qui s'était inclinée face à Yousaf l'an dernier. Ou encore John Swinney, vice-premier ministre de 2014 à 2023, jugé rassurant en cette période de turbulences. L'autre parti indépendantiste, Alba, s'est dit prêt à travailler avec le prochain leader alors que Humza Yousaf avait rejeté toute alliance avec la formation créée par l'ancien premier ministre Alex Salmond.

« Je ne suis pas prêt à troquer mes valeurs et mes principes », a expliqué Humza Yousaf, lundi, à Edimbourg.

Fils d'un immigré pakistanais, Hamza Yousaf se disait fier d'être le premier ministre écossais issu d'une minorité ethnique et le premier dirigeant musulman d'un grand parti politique au Royaume-Uni. Il tombe sans gloire après avoir vu sa popularité sans cesse décliner. Le chroniqueur politique du *Financial Times* est cruel. « La démission de Humza Yousaf n'est pas seulement l'histoire d'une incapacité politique personnelle », écrit Robert Shrimley, elle met également en lumière une réalité dangereuse pour le SNP. Ce dernier n'écrit plus l'histoire de la politique écossaise. Au contraire, il est devenu l'histoire. » Celle d'un parti de gouvernement épuisé hanté par de nombreux échecs et sur le point d'être dirigé par son troisième chef en deux ans. ■

Après une fausse sortie, Sanchez reste au pouvoir en Espagne

Mathieu de Talliac Madrid

Au terme de cinq jours de réflexion, le premier ministre socialiste a annoncé, lundi, qu'il se maintenait à son poste, au grand dam de l'opposition.

Il reste. Après avoir demandé à son pays de patienter cinq jours, le temps qu'il médite l'éventualité de sa démission, Pedro Sanchez demeure aux affaires. Après avoir conduit une partie de la société à se mobiliser derrière lui et son épouse, visée par une enquête préliminaire pour conflit d'intérêts, à défilé dans la rue ou à multiplier manifestes et tribunes, le chef du gouvernement « continue avec plus de force ». Après avoir entendu son opposition anticiper un été de passe-passe politique et écarté d'emblée l'hypothèse de son retrait, il ne change rien, ou si peu.

Sanchez ne démissionne pas. Il ne convoque pas d'élections anticipées. Il ne se soumet même pas à un vote de confiance, l'option intermédiaire entre partir et ne rien faire. Le dirigeant socialiste appelle tout juste « au nettoyage, à la régulation, au fair-play », sans que l'on ne sache comment ces belles intentions peuvent se concrétiser. Et il démonte l'incertitude politique que lui-même a fait gonfler par un texte de trois pages et cinq jours de silence.

Le suspense qu'il a écrit, interprété et imposé, aura duré jusqu'à la dernière minute. Depuis la publication mercredi d'une lettre dans laquelle il dénonçait une « opération » menée contre sa famille par la droite et l'extrême droite visant à l'abattre politiquement, Sanchez s'était enfermé dans le Palais de la Moncloa. Il réfléchissait, disait-il, pour peser si « tout cela vaut la peine ». Les journa-



Le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, lors de son allocution, lundi, à Madrid. BORJA PUIG DE LA BELLACASAVIA REUTERS

listes habituellement les mieux informés en étaient réduits à hésiter entre motivations politiques et ressorts psychologiques. Jusqu'à ce que, lundi matin, tous les indices fassent présager une démission. Le chef du gouvernement s'était entretenu avec le roi Felipe VI peu avant son allocution et avait convoqué, lisait-on, l'ensemble du personnel de la Moncloa. Comme pour des adieux.

Sanchez a entamé son discours par une anaphore. Il répondait à sa propre

question que non, si le combat politique n'a aucune limite, alors tout cela « ne vaut pas la peine ». Et pourtant, au milieu de son texte, il annonçait : « J'ai décidé de poursuivre, et de poursuivre avec plus de force, mon action à la présidence du gouvernement. » Un fonctionnaire, invisible à l'écran, laissait échapper un cri de surprise. Sanchez justifiait cette volonté par « la mobilisation sociale qu'a influencé (sa) réflexion de manière décisive ». Un élan populaire contenu :

12500 manifestants ont été comptés par la préfecture samedi matin devant le siège de sa formation, le Parti socialiste (PSOE), et 5000 de plus dans un cortège dimanche soir.

Rester, mais pour quoi faire ? Pour écrire une nouvelle page à son *Manuel de résistance*, le titre de son autobiographie politique. Utilisant une métaphore très idiomatique, Sanchez a indiqué que sa décision ne marquait pas un point-virgule, mais un changement de paragraphe. Il a invité les Espagnols à

« J'ai décidé de poursuivre, et de poursuivre avec plus de force, mon action à la présidence du gouvernement »

Pedro Sanchez
Premier ministre espagnol

« décider quelle société nous voulons être », et repris la métaphore de la « boue » qu'il avait déjà empruntée à Umberto Eco dans sa lettre. Le nouveau programme est un combat, celui contre « un mouvement réactionnaire mondial qui aspire à imposer son agenda régressif au moyen de la diffamation et du mensonge, de la haine et de l'appel aux peurs et aux menaces » irrationnelles.

Depuis mercredi, Sanchez et son entourage luttent contre une interprétation de sa lettre : le président du gouvernement, disaient-ils, ne réagit

pas à une affaire de corruption lancée par une plainte d'un collectif proche de l'extrême droite et touchant son épouse, mais marque une limite à la décadence du combat politique, en dénonçant une campagne orchestrée par une « galaxie » réactionnaire.

Depuis son discours prononcé sur les marches de la Moncloa, « la question de sa femme passe à un deuxième ou même à un cinquième plan, interrompte Ana Salazar, politologue et directrice du cabinet de stratégie Iudis 3. Sanchez ne joue pas aux échecs, mais au basket (la passion de sa jeunesse, NDLR). Il s'empare du ballon, il verra après ce qu'il en fera ». Avec sa lettre, Sanchez aurait repris l'initiative et décidé ensuite comment dicter l'agenda. Après une longue période marquée par le débat sur l'amnistie des indépendantistes catalans, que devraient trancher les élections dans cette région dans deux semaines, « Sanchez dessine une nouvelle cause. Il change le cadre, il pose le problème des fausses informations et de la dignification de la vie politique. Reste à savoir comment il le concrétisera. »

Ce dénouement a provoqué la colère de l'opposition. Le président du Parti populaire (PP), Alberto Nuñez Feijoo, considère que Sanchez « s'est moqué de toute la nation ». Feijoo a toutefois repris le terme de régénération, indiquant qu'il lui avait adressé le programme de son parti en la matière. Il y a deux ans, sans obtenir de réponse. ■